

Qui est le vrai ministre de l'agriculture ? Michel Lemay

Mots clés: [Agriculture](#) , [CAAAQ](#) , [Citoyen](#) , [Les régions](#) , [Politique](#) , [Rapport Pronovost](#)

[LA VIE RURALE](#) – KAMOURASKA – 15 Février 2008, Opinion

Les nombreux comités de citoyens qui se sont mobilisés depuis une quinzaine d'année pour sauvegarder l'intégrité des campagnes appuient sans réserve le rapport Pronovost et le démantèlement du monopole de l'UPA. Rappelons qu'ils se sont tous frappés dramatiquement au contrôle du territoire par l'UPA. Rappelons également que les autorités municipales ont été empêchées d'exercer leur mandat d'aménagement du territoire et de protection de l'eau.

Le constat de la Commission sur l'avenir de l'agriculture est clair et net : le monde agricole est gravement malade. Il doit se libérer du carcan qui l'étouffe, modifier ses structures et ses façons de faire et surtout, innover. Le problème n'est pas l'agriculteur, il en est plutôt la victime. La cause est directement relié au manque de leadership du ministère de l'agriculture qui a cédé ses pouvoirs au monopole syndical. Quand une industrie s'effondre, c'est qu'elle ne répond plus aux besoins de ses clients, qu'elle est improductive ou qu'elle manque de vision.

Les membres de la commission soulignent avec force ce manque de leadership et suggèrent de briser le monopole exercé par l'Union des producteurs agricoles qu'ils jugent profondément anti-démocratique. La liberté d'adhésion est un leurre car il faut être membre de l'UPA pour bénéficier du crédit de taxes municipales ou pour accéder aux principaux programmes de subventions, de crédit agricole, d'assurances ou de service-conseil. La majorité de ces programmes sont administrés par des organismes sous contrôle direct ou indirect de l'UPA. Par exemple, cinq des membre du CA de la Financière agricole proviennent de l'UPA. Comment réagirait l'industrie manufacturière si la FTQ administrait les programmes de prêts et de subventions aux entreprises ? Notons que la Financière cumule un déficit de 352 millions de dollars. Au lendemain de la publication du rapport, Christian Lacasse était nommé à la présidence par le gouvernement, autant dire ministre de l'agriculture.

Les lobbyistes de l'UPA sont payés (per diem) par le cartel pour siéger sur tous les CA des organismes régionaux et nationaux du Québec (CLD, Comités consultatifs agricoles, Comités de bassin versant, Centres de recherche agricole, la liste est longue) alors que les citoyens ne peuvent compter que sur le bénévolat. Les principes de bonne gouvernance qui régissent l'équilibre des pouvoirs et des contre-pouvoirs en prennent pour leur rhume !

Il n'est pas exagéré d'affirmer, à l'instar de l'Institut économique de Montréal que l'UPA est également un cartel économique qui s'oppose à plusieurs principes de la libre entreprise. Le système de quotas et de la mise en marché collective tel qu'appliqué est un frein direct à la libre entreprise, particulièrement pour les jeunes qui voudraient se lancer en agriculture. D'autant plus que les règles établies ne profitent généralement qu'à l'establishment agricole et laissent peu de place à l'innovation et aux productions de créneaux qui émergent généralement des marginaux. Il est impératif d'assouplir ces règles au bénéfice de la relève et des petits producteurs. Cette mainmise d'un syndicat unique sur tout un pan de l'économie s'apparente à celui des régimes totalitaires avec la bénédiction d'un gouvernement centralisateur qui agit envers les régions comme le fédéral envers les provinces.

Monsieur Christian Lacasse, président du syndicat, affirme que la protection du territoire agricole est essentiel. Il a raison. Bien que ce territoire ne représente que 2 % de l'espace québécois, il représente plus de 85 % de l'espace habité du Québec. L'UPA a droit de veto sur toute demande collective de dézonage, par exemple une demande municipale. Une récente étude démontre également que la majorité des demandes individuelles de dézonage sont rejetées par l'UPA (qui doit être consultée, selon la loi) sans égard à la valeur agricole des terres en question ou aux besoins de développement économique. Face à un tel monopole, que reste-t-il du pouvoir des élus municipaux ?

Le rapport de la commission fait consensus: l'Union des municipalités du Québec, l'Union des consommateurs, Solidarité Rurale, l'Union des citoyens du Québec, la Coop Fédérée, les industries de transformation et de distribution (viandes DuBreton et Rôtisseries St-Hubert entre autre), Équiterre, Greenpeace, l'Union paysanne, etc. appuient le rapport sans équivoque. Sauf le ministre Lessard qui confirme sa dépendance au monopole et se désiste devant ses responsabilités par opportunisme électoral. Pourquoi ne propose-t-il pas un parti unique à l'assemblée nationale ? Nos élus n'auraient plus à débattre et pourraient tous partager la même vision du néant et l'appliquer mur à mur à la grandeur du Québec...

L'UPA gère directement ou indirectement plus de 830 millions de dollars des contribuables et seuls ses membres bénéficient des 95 millions de dollars de crédit de taxes foncières. Avec une telle contribution venant de sa poche, le contribuable a-t-il le droit de questionner ce monopole ? A-t-il le droit d'exiger des élevages sans hormones de croissance ou sans OGM ? La règle de base des affaires est de répondre au besoin du client. Comment expliquer l'impatience des Rôtisseries St-Hubert qui attendent toujours du poulet sans antibiotique après cinq ans de demandes répétées ? Comment expliquer que certains transformateurs soient freinés dans leur développement par

manque de produits bio (particulièrement le porc) dont la demande excède l'offre ? Aucun slogan ou étiquette ne pourra supplanter ces règles essentielles: répondre au besoin du client et innover. C'est le prix à payer pour être sur les tablettes et y rester.

Le ministre Lessard souffre de "transférisme", une maladie incontrôlable qui le pousse à vouloir transférer toutes ses responsabilités à une tierce personne. Malheureusement, il a choisi monsieur Lacasse, un des artisans de l'équipe du désastre. Vive le ministre ! En attendant, le contribuable remplit les coffres de la Financière agricole pour éponger les déficits.

Michel Lemay est le porte-parole national de l'Union des comités de citoyens du Québec.

Commentaires :

La gouvernance du désastre...on les reconnaît partout! tous les memes.

jos de tilly Dimanche 17 Février 2008 8:19:01 am

Se faire aimer de tous le monde : (en ce 141e , excuser400e)

Bravo le 400 e, le patrimoine territorial, énergétique, et économique, régional léguer par nos ancêtres, assurance de notre survie, eux, ils voyaient loin. ...Prévoyant??? transférer nos droits...en 96 pages en cadeaux d'occasion aux : étrangers, jouissant de l'enrichissement infini...nos richesses? On distribue ?...(dilapident) les cadeaux...fier. fort. Après les principes moraux religieux, de la famille...au tour des territoires. Reconnaisant, heureux de fêter ça avec nous...la nation vidée de ses moyens. Accommodants, on va vous arranger ça...; On nous refile la facture de ces surplus avec une augmentation de tarifs d'environ 3% prévu au printemps 08.Développement ou vandalisme économique des régions.

Tous ensemble y faut fêter ça...??? Sous l'égide de notre société nationale. ...asservi au despotisme...un autre bonus bien mériter pour ces dirigeants. Tout comme la première bourse; du Canada. (Montréal).

On nous en mets plein la gueule : ...du vent! La réalité : 4.3 milliards de kw de surplus de courant ; la loi 167et Bécancourt au coût de 600million en 2006, moins profitable qu'une centrale classique ... Les profits doivent disparaître...???? Ça presse on ferme...

- d'un cote Bécancourt des pénalités de 50 a 150millions ??? De l'autre des développements énergétiques éoliens aux mêmes promoteurs???? Convoiteurs exploitants??? Développement ou vandalisme de l'économie régionale ???

-4 milliards\$, en garantie. pour le développement éolien.???Pour des convoiteurs exploitants hors région. Pourquoi pas 2 milliards pour les régions???

-les projets communautaires rapportent de 3 a 5 fois plus, y demeurent notre propriété. a l'exemple du pouvoir et du contrôle de Beauharnois ... aux U.S. ..Par disjoncteur- satellites???La cogénération aux U.S. pendant qu'en 97 à Montréal c'était le chaos???

-Beauharnois étant le grossiste et l"U.S.,... le détaillent revendeur; avec la parité du dollar Canadien et U.S. Ce doit être la ruine pour l'Hydro Québec.??et Churchill Falls???

Bye bye pierre angulaire de l'économie du Québec ... Allô les franc tireurs des finances...du Q.??? À Croire, qu'on a besoin des étrangers, pour les sauver d'eux- mêmes; les préférés, les plus aimer. Qu'en est-il des futurs développement éolien ? Des milliards de \$\$

Connaissant aussi la crise financière et de l'immobilier des marches bancaires des U.S., du gros manque de liquidités???

Le crédit étant très resserré (credit crunch) ? Beau retour de la pendule On ne peut avoir meilleur occasion ...de parler d'autonomie énergétique.. c'est dans la poche \$....on nous en met plein la gueule, fêtons c'est le temps des réjouissances. Nos fiers ancêtres sûrement, s'y joindraient.

Dans le contexte de la loi 167 et du bloc patrimoniale énergétique , cette nouvelle entité de distribution pourrait s'appeler: Hydro- Au – Québec.

Tout vient a point à celui qui sait attendre...le français prioritaire? Le territoire primordial, le courage de le conserver pour le parler : l'EMPOWERMENT...a l'œuvre.

welcome Shakespeare, Bonsoir Molière...quoi ça? Connais pas? :(1622-1673)

Un montagnard propriétaire terrien qui ne se laisse pas impressionner par ces grandes manœuvres d'envahisseurs, anarchistes, totalitaires, politico-maraudeurs de ces projets empoisonnants:contrôle de territoire- vert capitaliste., colonialiste, 1/3 mondiste.

amicalement bonne Année du 400e - JE ME SOUVIENS, Sans préjudice.

Christian Noel St-Pierre , Amiante